



## **6<sup>ème</sup> jour de grève au CMN**

# **La précarité ne passera pas !**

Au 6<sup>ème</sup> jour de la lutte des agents du Centre des Monuments Nationaux (CMN) contre la précarité, les personnels de l'Arc de Triomphe et du Panthéon ont reconduit la grève engagée le mercredi 14 mai.

Ce lundi matin, sous la pression du rapport de forces, la direction a formulé des propositions qui semblent enfin prendre en compte les revendications portées majoritairement dans l'établissement, à Paris comme en régions, et pour lesquelles la CGT-Culture bataille de très longue date.

Les avancées esquissées oralement par les « *envoyés* » du président du CMN dans les assemblées générales devraient se concrétiser dans la soirée par un projet de protocole d'accord. Il appartiendra aux personnels mobilisés de se prononcer sur ces nouvelles propositions écrites dès demain matin.

L'objectif affiché de ce mouvement est de faire reculer durablement une forme d'organisation du travail qui finit par ériger la précarité en modèle courant.

Nous ne pouvons pas nous résoudre à ce qu'une génération soit ainsi sacrifiée sur l'autel des restrictions budgétaires et de la libéralisation du service public culturel. Ainsi, nous ne pouvons pas accepter que les agents du CMN viennent grossir les rangs des travailleurs pauvres.

Mais le CMN n'est pas, hélas, un cas isolé. Le combat exemplaire de celles et ceux « des Monuments » lève le voile sur une réalité honteuse : le quotidien de milliers d'agents dans les services comme dans les 82 « opérateurs » que compte notre département ministériel est fait de contrats jetables, de quotités de travail dérisoires, de salaires de misère ; quand ce n'est pas que l'administration fait appel à des auto-entrepreneurs sur des missions publiques...

Qui pourrait encore dénier les conséquences dramatiques de cette peur permanente du lendemain.

Aujourd'hui, nos collègues du CMN ont décidé de dire stop et de témoigner au grand jour de cette situation scandaleuse. Demain, d'autres leur emboîteront le pas.

Tout juste arrivée rue de Valois, la ministre avait dit vouloir faire une priorité des conditions de travail et restaurer la dignité et le respect de tous. Deux ans après que ces paroles reconfortantes ont été prononcées, force est de constater que nous n'avons pas beaucoup avancé.

Il est urgent de repartir des missions et du travail, de l'attachement des agents à leur métier et des attentes des publics pour mesurer vraiment les besoins en emplois. Il faut en premier lieu renoncer sans délai à toute nouvelle suppression de poste, pour se donner les moyens de restaurer la stabilité de l'emploi et d'assurer la pérennité des missions.

Alors, Monsieur Bélaval, plutôt que de vous perdre dans les manœuvres peu élégantes de diversion et de division auxquelles nous avons assisté ce matin, répondez donc sérieusement aux revendications justes et légitimes des personnels. Ne loupez pas ce rendez-vous social. Saisissez l'occasion qui vous est donnée de résorber durablement la précarité dans votre établissement et d'atténuer les souffrances qu'elle engendre.